



**ERRATUM**

COMMISSION PARITAIRE DE  
L'IMPRIMERIE, DES ARTS  
GRAPHIQUES ET DES  
JOURNAUX

n° 130

**CCT n° 57368  
du 19 avril 2001**

Correction du texte néerlandais:

- à l'article 5, les termes « *van de NMBS zal gebeuren volgens de bepalingen voorzien in de wet van 27 juli 1962, haar uitvoeringsbesluiten evenals de barema's voorzien in het Koninklijk Besluit van 10 december 1990* » sont remplacés par « *van de NMBS zal gebeuren volgens de bepalingen voorzien in het Koninklijk besluit van 10 december 1990 en door de collectieve arbeidsovereenkomst nr 19sexies van 30 maart 2001* ».
- à l'article 9, premier alinéa, les termes « *Vanaf 1 april 2001 wordt aan de werknemer die verblijft buiten een straal van tenminste 3 km en gebruik maakt van een fiets als transportmiddel* » sont remplacés par « *Vanaf 1 april 2001 wordt aan de*

**ERRATUM**

PARITAIR COMITE VOOR  
HET DRUKKERIJ-,  
GRAFISCHE KUNST- EN  
DAGBLADBEDRIJF

nr 130

**CAO nr 57368  
van 19 april 2001**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- in artikel 5, worden de woorden « *van de NMBS zal gebeuren volgens de bepalingen voorzien in de wet van 27 juli 1962, haar uitvoeringsbesluiten evenals de barema's voorzien in het Koninklijk Besluit van 10 december 1990* » vervangen door « *van de NMBS zal gebeuren volgens de bepalingen voorzien in het Koninklijk besluit van 10 december 1990 en door de collectieve arbeidsovereenkomst nr 19sexies van 30 maart 2001* ».
- in artikel 9, eerste alinea, worden de woorden « *Vanaf 1 april 2001 wordt aan de werknemer die verblijft buiten een straal van tenminste 3 km en gebruik maakt van een fiets als transportmiddel* » vervangen door « *Vanaf 1 april 2001 wordt aan de*

*werknemer die tenminste 3 km van de onderneming verwijderd is en gebruik maakt van de fiets als transportmiddel ».*

Correction du texte français :

- à l'article 9, premier alinéa, les termes « *A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, pour le travailleur qui habite dans un rayon au moins égal à 3 km et qui utilise le vélo comme moyen de transport* » sont remplacés par « *A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001 pour le travailleur qui habite au moins à 3 km de l'entreprise et qui utilise le vélo comme moyen de transport*».

Décision du 3 décembre 2003

*werknemer die tenminste 3 km van de onderneming verwijderd is en gebruik maakt van de fiets als transportmiddel ».*

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in artikel 9, eerste alinea, worden de woorden « *A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, pour le travailleur qui habite dans un rayon au moins égal à 3 km et qui utilise le vélo comme moyen de transport* » vervangen door « *A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001 pour le travailleur qui habite au moins à 3 km de l'entreprise et qui utilise le vélo comme moyen de transport*».

Beslissing van 3 december 2003

*Commission Paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques  
et des journaux*

## CCT FRAIS DE TRANSPORT DU 19.04.2001

### CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

**Art. 1** - Cette convention collective de travail remplace celle du 16.05.1991 (MB 09.11.1994) et s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission Paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, à l'exclusion des employeurs et/ou travailleurs tombant sous l'application de la convention collective du travail pour les quotidiens belges conclue le 25 octobre 1995 (AR 25.06.1997) au sein de la Commission Paritaire précitée et enregistrée au greffe du service des relations collectives de travail sous le n° 42115/CO/130.)

**Art. 2** - Les employeurs qui emploient des travailleurs utilisant un moyen de transport pour se rendre du lieu de leur résidence journalière et habituelle au lieu de leur travail et inversement sont tenus de payer une intervention de transport selon les modalités décrites ci-après.

**Art. 3** - Peuvent prétendre à l'intervention faisant l'objet de cette convention collective, sous forme d'indemnité, les travailleurs qui utilisent un moyen de transport en commun autre que SNCB ou un transport privé et qui parcourent un trajet effectif d'au moins 3 km pour se rendre de leur lieu de résidence journalière et habituelle au lieu où est située l'entreprise, ainsi que les travailleurs qui utilisent les moyens de transport de la SNCB. Est assimilé au lieu où est situé l'entreprise, tout lieu où les travailleurs sont pris en charge et/ou reconduits par un transport propre à l'entreprise ou rémunéré par celle-ci.

### CHAPITRE 2 - REGISTRE DU PERSONNEL

**Art. 4** - Le lieu de la résidence journalière et habituelle de l'intéressé (et éventuellement celui de son ménage) doit être renseigné au registre du personnel avec mention :

- du nombre de km représentant le trajet le plus court entre le lieu de résidence et celui de l'entreprise ;
- du ou des moyen(s) de transport habituellement utilisé(s) pour se rendre au lieu de travail.

Le travailleur contresigne ces renseignements.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. N°  
27-04-2001 | 05-06-2001

57.368/00/130

### CHAPITRE 3 - INTERVENTION

**Art. 5** - L'intervention des entreprises dans les frais de transport des travailleurs utilisant les moyens de transport SNCB s'effectuera conformément aux dispositions prévues par l'AR du 10 décembre 1990 et par la CCT n° 19 sexies du 30 mars 2001 .

**Art. 6** - Pour les travailleurs qui habitent hors d'un rayon de 5 km, le montant de l'intervention de l'employeur est fixé, par km (et par jour effectivement presté dans les cas où les frais de transport sont payés journalièrement par le travailleur), selon les modalités suivantes :

- a) si le travailleur utilise un moyen de transport en commun autre que SNCB dont le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention des entreprises est égale à celle appliquée pour la carte de train pour une distance correspondante, sans toutefois excéder 60 % du prix réel.
- b) si le travailleur utilise un moyen de transport en commun dont le prix est fixe quelle que soit la distance parcourue, l'intervention est déterminée de manière forfaitaire et atteint 56 % du prix effectivement payé, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte de train pour une distance de 7 km.
- c) si le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun publics et qu'il paie un seul titre de transport, sans que dans ce titre ne soit fait subdivision par moyen de transport, l'intervention se fait sur base de l'intervention de la carte de train.
- d) dans les autres cas où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport publics, les règles citées aux points a et b sont applicables. Les montants obtenus sont additionnés pour déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

**Art. 7** - En ce qui concerne les travailleurs qui habitent dans un rayon de 5 km et qui utilisent un moyen de transport privé ou public autre que SNCB pour parcourir une distance effective d'au moins 3 km, l'entreprise intervient à

concurrency de 0,37 EUR (15,-BEF) par jour de travail effectif.

**Art. 8** - A partir du 1 avril 2001, lorsque le travailleur habite hors d'un rayon de 5 km et utilise un moyen de transport privé, l'intervention de l'employeur s'élève aux montants repris dans le tableau annexe à la présente convention. Ce tableau fait partie intégrante de la présente CCT.

**Art. 9** - A partir du 1er avril 2001, pour le travailleur qui habite au moins à 3 km et qui utilise le vélo comme moyen de transport entre son domicile et son lieu de travail, l'entreprise octroie une indemnité de 0,15 EUR (6BEF) par km (trajet simple) par jour effectivement presté.

Ce droit est lié à la signature par le travailleur d'une déclaration sur l'honneur portant sur l'usage effectif du vélo et l'exactitude du kilométrage parcouru.

Dans les entreprises où existe un avantage au moins équivalent à celui du présent article, l'avantage pré-existant prévaut et la présente disposition n'est pas cumulable.

**Art. 10** - Les travailleurs qui rejoignent une fois par semaine le lieu de résidence journalière et habituelle de leur ménage peuvent prétendre, sur présentation de documents probants, à l'intervention de l'employeur prévue par la présente convention en ses articles 5, 6, 7, 8 et 9.

#### **CHAPITRE 4 - EPOQUE DU PAIEMENT**

**Art. 11** - Les montants déterminés à l'article 5 sont adaptés à chaque modification de l'intervention dans le prix de la carte de train fixé par l'AR du 10 décembre 1990.

**Art. 12** - Le paiement de l'intervention a lieu en même temps que celui du salaire. Le montant couvre la même période que celle du paiement du salaire.

**Art. 13** - Le décompte individuel doit mentionner explicitement le paiement de l'intervention, sous la rubrique 'prime ou autres avantages non soumis aux retenues de la sécurité sociale'.

**Art. 14** - Toute modification relative aux données des articles 3 à 10 doit être immédiatement renseignée à l'employeur. Toute somme indûment perçue sur base de renseignements inexacts sera automatiquement remboursée au moment

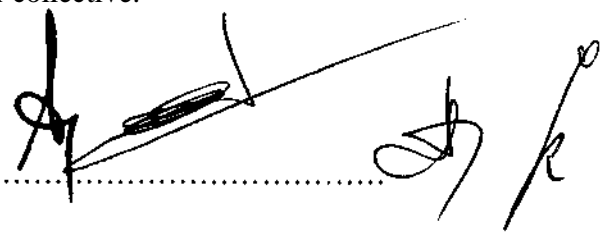
03-12-03

f

de la première paie suivant la constatation de l'inexactitude des éléments en possession de l'employeur.

Art. 15 - Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1 avril 2001.

Elle est conclue pour une durée indéterminée, avec possibilité de dénonciation au terme de chaque période de 3 ans, dont la première est le 31 mars 2004. Elle ne peut être dénoncée que par une des parties signataires de la présente convention, et ce moyennant un préavis de 3 mois, signifié au plus tard le 31 décembre par un envoi recommandé à la poste, adressé au Président de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, et aux organisations signataires de cette convention collective.

A horizontal dotted line is drawn across the page. Above the line, there are several handwritten signatures in black ink. The signatures are stylized and appear to be from multiple individuals. One signature on the left is partially obscured by a diagonal line. Another signature is more prominent in the center, and there are several other smaller signatures to the right.

\*

**INTERVENTION DE L'EMPLOYEUR POUR LE TRANSPORT PRIVE**

**A PARTIR DU 1er AVRIL 2001**

km(*)	intervention par jour de travail		km(*)	intervention par jour de travail	
	BEF	EUR		BEF	EUR
3-5	15,0	0,372	49-51	116,4	2,885
5	29,8	0,739	52-54	120,5	2,987
6	31,4	0,778	55-57	124,1	3,076
7	33,3	0,825	58-60	128,6	3,188
8	35,2	0,873	61-65	133,3	3,304
9	37,1	0,920	66-70	140,0	3,471
10	39,1	0,969	71-75	146,4	3,629
11	41,2	1,021	76-80	152,6	3,783
12	42,9	1,063	81-85	159,5	3,954
13	45,2	1,120	86-90	165,7	4,108
14	46,9	1,163	91-95	172,9	4,286
15	48,6	1,205	96-100	179,1	4,440
16	50,7	1,257	101-105	185,7	4,603
17	52,6	1,304	106- 110	192,4	4,769
18	54,5	1,351	111 - 115	198,8	4,928
19	56,7	1,406	116- 120	205,7	5,099
20	58,6	1,453	121-125	212,1	5,258
21	60,2	1,492	126-130	218,8	5,424
22	62,4	1,547	131-135	225,5	5,590
23	64,5	1,599	136-140	231,7	5,744
24	66,4	1,646	141 - 145	237,9	5,897
25	68,3	1,693	146-150	246,9	6,120
26	70,5	1,748	151-155	250,7	6,215
27	72,4	1,795	156- 160	257,1	6,373
28	74,3	1,842	161-165	263,3	6,527
29	76,0	1,884	166-170	269,5	6,681
30	77,9	1,931	171-175	275,7	6,834
31-33	81,7	2,025	176-180	281,9	6,988
34-36	87,6	2,172	181-185	288,1	7,142
37-39	93,3	2,313	186-190	294,3	7,296
40-42	98,8	2,449	191-195	300,7	7,454
43-45	104,8	2,598	196-200	306,9	7,608
46-48	110,5	2,739			

(\*) km : distance simple domicile - lieu de travail

*Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst-  
en dagbladbedrijf*

## CAO VERVOERKOSTEN

DD. 19.04.2001

### HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

**Art. 1** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de CAO dd 16.05.1991 (KB 16.01.92/BS 12.03.92) en is van toepassing op de ondernemingen welke ressorteren onder het paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en op de werknemers tewerkgesteld in deze ondernemingen, met uitsluiting van de werkgevers en/of werknemers die onder de toepassing vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst voor de Belgische dagbladen, afgesloten op 25 oktober 1995 (KB 26.06.1997).

**Art. 2** - De werkgevers dewelke werknemers tewerkstellen die een transportmiddel gebruiken om zich van hun dagelijkse en gewoonlijke verblijfplaats naar hun werkplaats en omgekeerd te begeven, zijn er toe gehouden bij te dragen in de kosten van dit vervoer volgens de hierna vermelde modaliteiten.

**Art. 3** - Kunnen aanspraak maken op een bijdrage die het voorwerp uitmaakt van deze collectieve arbeidsovereenkomst, onder de vorm van een vergoeding, de werknemers die gebruik maken van een openbaar transportmiddel, ander dan de N.M.B.S., of een privé transportmiddel en die een effectief traject van minstens 3 km afleggen om zich te begeven van hun dagelijkse en gewoonlijke verblijfplaats naar de plaats waar de onderneming gevestigd is, alsmede de werknemers die gebruik maken van de transportmiddelen van de N.M.B.S.. Wordt gelijkgesteld met de plaats waar het bedrijf gevestigd is, elke plaats waar de werknemers door een vervoermiddel eigen aan het bedrijf of hierdoor bekostigd, afgehaald en/of teruggevoerd worden.

### HOOFDSTUK 2 - PERSONEELSREGISTER

**Art. 4** - De plaats van de dagelijkse en gewoonlijke verblijfplaats van de belanghebbende (en gebeurlijk die van zijn gezin), dient op het personeelsregister vermeld te worden met aanduiding :

- van het aantal kilometer dat de kortste afstand uitmaakt tussen de plaats van verblijf en die van de onderneming ;
- van het of de vervoermiddelen gewoonlijk gebruikt om zich te begeven naar de werkplaats.

De werknemer ondertekent deze inlichtingen

DEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |  
27-04-2001 | 05-06-2001 | NR.

57.368/00/130



#

03.12.93  
/S

### HOOFDSTUK 3 - TUSSENKOMST

**Art. 5** - De tussenkomst van de bedrijven in de vervoerkosten van de werknemers die gebruik maken van de transportmiddelen van de N.M.B.S. zal gebeuren volgens de bepalingen voorzien in *het Koninklijk Besluit van*

*10 december 1990 en door de collectieve arbeidsovereenkomst nr 19 secties van maart 2002*

**Art. 6** - Voor de werknemers die verblijven buiten een straal van 5 km is het bedrag van de tussenkomst van de werkgever vastgesteld per kilometer (en per effectief gepresteerde dag indien de vervoerkosten dagelijks door de werknemers betaald worden), volgens de volgende modaliteiten :

- a) wanneer de werknemer gebruik maakt van een openbaar transportmiddel, ander dan de N.M.B.S., waarvan de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, is de bijdrage van de werkgever gelijk aan deze toegepast voor de treinkaart voor een overeenstemmende afstand, zonder evenwel 60 % van de werkelijke prijs te overschrijden ;
- b) wanneer de werknemer gebruik maakt van een openbaar transportmiddel waarvan de prijs vast is, ongeacht de afgelegde afstand, wordt de bijdrage forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 56 % van de effectief betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart voor een afstand van 7 km te overschrijden ;
- c) ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen, en hij slechts één enkel vervoerbewijs betaalt - zonder dat in dit bewijs een onderverdeling wordt gemaakt per transportmiddel - gebeurt de tussenkomst op basis van de tussenkomst voor de treinkaart ;
- d) in de andere gevallen waarin de werknemer gebruik maakt van meerdere gemeenschappelijke openbare transportmiddelen, zijn de regels genoemd in de punten a en b van toepassing. De bekomen bedragen worden bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

H

**Art. 7** - De werkgever komt tussen voor een bedrag van 0,37 BEF (15,-BEF) per effectieve arbeidsdag voor de werknemers die verblijven binnen een straal van 5 km en die gebruik maken van een privé of openbaar transportmiddel, ander dan de N.M.B.S., om een effectieve afstand af te leggen van minstens 3 km.

**Art. 8** - Vanaf 1 april 2001 wordt aan de werknemer die verblijft buiten een straal van 5 km en gebruik maakt van een privé-transportmiddel, door de werkgever een tussenkomst verleend die gelijk is aan de bedragen die opgenomen zijn in bijgevoegde tabel. Dit tabel maakt integraal deel uit van onderhavige cao.

*die tenminste 3km van de*  
**Art. 9** - Vanaf 1 april 2001 wordt aan de werknemer *4* ~~aan~~ van een fiets als transportmiddel, door de werkgever een tussenkomst verleend van 0,15 EUR (6 Bef) per km (enkel traject) per effectieve werkdag.

*ondere* Dit recht is gekoppeld aan de ondertekening van de werknemer van en verklaring op eer met vermelding van het gebruik van de fiet en van de aantal af te leggen klm.

In de ondernemingen waar een voordeel reeds bestaat dat tenminste gelijkwaardig is aan dit bedoel in dit artikel, geldt het reeds bestaand voordeel en de hier vermelde beschikking is niet cumuleerbaar.

**Art. 10** - De werknemers die zich één maal per week naar de dagelijkse en gewone verblijfplaats van hun gezin begeven, kunnen mits voorlegging van afdoende bewijzen aanspraak maken op de tussenkomst van de werkgever, voorzien bij deze overeenkomst in de artikelen 5, 6, 7, 8 en 9.

#### **HOOFDSTUK 4 - TIJDSTIP VAN BETALING**

**Art. 11** - De bedragen bepaald in artikel 5 worden aangepast aan elke wijziging van de tussenkomst in de prijs van een treinkaart vastgelegd door het

KB van 10 december 1990.

**Art. 12** - De betaling van de bijdrage geschiedt gelijktijdig met de uitbetaling van het loon.

Het bedrag dekt dezelfde periode als deze van de loonuitbetaling.

**Art. 13** - Van de uitbetaling van de bijdrage wordt uitdrukkelijk melding gemaakt op de individuele loonsafrekening, onder de rubriek 'premie of andere voordelen vrijgesteld van inhoudingen voor de sociale zekerheid'.

**Art. 14** - Elke wijziging in de gegevens vervat in de artikelen 3 tot 10 dient onmiddellijk aan de werkgever gemeld te worden. Elke onrechtmatig geïnde som ingevolge onjuiste inlichtingen zal automatisch teruggegeven worden bij de eerste uitkering volgend op de kennis van het feit dat de gegevens, in het bezit van de werkgever, onjuist zijn.

## **HOOFDSTUK 5 - GELDIGHEIDSDUUR**

**Art. 15** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 2001.

Zij is gesloten voor onbepaalde duur mits opzeggingsmogelijkheid tegen het einde van elke driejaarlijkse termijn, waarvan de eerste 31 maart 2004 is. Zij mag slechts opgezegd worden door één van de ondertekenende partijen van onderhavige overeenkomst en zulks mits een vooropzeg van drie maanden, ten laatste betekend op 31 december per ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Komitee voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en aan de organisaties-ondertekenaarsters van deze kollektieve overeenkomst.

**TUSSENKOMST VAN DE WERKGEVER BIJ GEBRUIK VAN PRIVE-  
TRANSPORTMIDDEL - VANAF 1 APRIL 2001**

km(*)	tussenkost per arbeidsdag		km(*)	tussenkost per arbeidsdag	
	BEF	EUR		BEF	EUR
3-5	15,0	0,372	49-51	116,4	2,885
5	29,8	0,739	52-54	120,5	2,987
6	31,4	0,778	55-57	124,1	3,076
7	33,3	0,825	58-60	128,6	3,188
8	35,2	0,873	61-65	133,3	3,304
9	37,1	0,920	66-70	140,0	3,471
10	39,1	0,969	71-75	146,4	3,629
11	41,2	1,021	76-80	152,6	3,783
12	42,9	1,063	81-85	159,5	3,954
13	45,2	1,120	86-90	165,7	4,108
14	46,9	1,163	91-95	172,9	4,286
15	48,6	1,205	96 - 100	179,1	4,440
16	50,7	1,257	101-105	185,7	4,603
17	52,6	1,304	106-110	192,4	4,769
18	54,5	1,351	111-115	198,8	4,928
19	56,7	1,406	116-120	205,7	5,099
20	58,6	1,453	121 - 125	212,1	5,258
21	60,2	1,492	126-130	218,8	5,424
22	62,4	1,547	131-135	225,5	5,590
23	64,5	1,599	136-140	231,7	5,744
24	66,4	1,646	141 - 145	237,9	5,897
25	68,3	1,693	146-150	246,9	6,120
26	70,5	1,748	151-155	250,7	6,215
27	72,4	1,795	156-160	257,1	6,373
28	74,3	1,842	161-165	263,3	6,527
29	76,0	1,884	166-170	269,5	6,681
30	77,9	1,931	171-175	275,7	6,834
31-33	81,7	2,025	176-180	281,9	6,988
34-36	87,6	2,172	181-185	288,1	7,142
37-39	93,3	2,313	186-190	294,3	7,296
40-42	98,8	2,449	191-195	300,7	7,454
43-45	104,8	2,598	196-200	306,9	7,608
46-48	110,5	2,739			

(\*) km : enkele afstand woonplaats - werkplaats